

## LES ÉLECTIONS EN ESPAGNE : CONTINUITÉ ET CHANGEMENTS

**E**n 1977, l'Espagne reprenait le fil de son histoire électorale. Quarante ans auparavant, en 1936, les dernières élections de la II<sup>e</sup> République avaient apporté la victoire au Front populaire, suivie d'une guerre civile provoquée par une rébellion militaire, et d'une longue dictature du général Franco. Les élections du 15 juin 1977, organisées à la demande du chef du gouvernement Adolfo Suárez dans le cadre de la transition politique, démontrèrent que les années écoulées n'étaient pas qu'une parenthèse refermée sur une répétition d'attitudes politiques, mais l'occasion d'une profonde transformation des comportements électoraux des citoyens.

47

L'Espagne réintégrait le groupe des pays démocratiques après une profonde transformation sociale. Une société agricole s'était transformée en une société de type industriel et de services, avec une population majoritairement urbaine, largement scolarisée et des habitudes modernes ; la télévision était présente dans tous les foyers. Le catholicisme cédait la place à une société plus laïque qui ressemblait fort peu à la structure sociale de la II<sup>e</sup> République<sup>1</sup>, déjà loin des profondes convulsions que supposèrent la crise de 1929, les fascismes et la Seconde Guerre mondiale. L'horizon espagnol se situait dans le cadre d'une Europe qui, de façon illusoire, était imaginée comme libre, juste et démocratique.

Les élections de 1977 ne présentèrent donc pas une grande continuité avec celles de la II<sup>e</sup> République. Dans leur distribution géographique, et à grands traits, la droite et la gauche maintenaient leurs fiefs

---

1. Sur l'évolution de la structure sociale, voir Salvador Giner, *España, sociedad y política*, Madrid, Espasa-Calpe, 1990.

électorales avec un centre du pays plus conservateur et une périphérie légèrement orientée à gauche, et la présence des nationalismes catalan et basque dans leurs régions respectives. Dans la configuration des partis politiques, cependant, les transformations étaient importantes, malgré une certaine continuité. Le puissant mouvement anarchiste avait complètement disparu et c'était également le cas des forces de droite (carlistes, CEDA, Lliga en Catalogne) et des partis républicain ou radical-socialiste. Le Parti socialiste (PSOE), le Parti communiste, le Parti nationaliste basque, une faible *Esquerra Republicana de Catalunya*<sup>2</sup> survivaient.

48 Personne ne s'est lancé dans l'étude fort ardue de ce qu'ont supposé pour la socialisation politique des Espagnols tous les événements politiques et sociaux rapidement passés en revue dans les lignes précédentes. Il s'était cependant forgé une certaine mémoire historique de vaincus et de vainqueurs ; la survie de divers partis liés à l'opposition anti-franquiste était également évidente. Cependant, les fragiles continuités ne peuvent masquer le grand changement électoral espagnol : la modération des attitudes politiques. Les élections de 1977 ouvrirent la voie à une Espagne électorale non polarisée, non radicalisée, qui orientait ses options vers un centre politique qui rendait possible l'alternance et un système de partis similaire à celui d'autres pays européens. La rupture de 1977 a révélé un électorat qui ne regardait pas vers le passé, dont on peut dire qu'il s'en souvenait – peut-être pour apprendre de ses erreurs –, mais qui, transformé au rythme de la société, pouvait amorcer une période moins agitée où les victoires et les défaites dans les urnes apporteraient le dénouement normal d'un processus politique et non le risque d'une rupture des institutions démocratiques.

Aujourd'hui, trente ans après ces élections constitutionnelles, on peut mettre en évidence des transformations dans les orientations et les préférences politiques des Espagnols qui ont provoqué des changements dans le système des partis et, corrélativement, dans la couleur du gouvernement ; mais ce paysage électoral de 1977 s'est maintenu et l'Espagne fait partie du grand club des pays européens caractérisés par leur stabilité démocratique.

---

2. Gauche républicaine de Catalogne.

## LES PÉRIODES ÉLECTORALES

Pour expliquer le processus électoral espagnol, on peut se référer à quatre périodes, qui combinent les résultats électoraux avec les alternances gouvernementales. 1977-1982, gouvernement de l'*Unión de Centro Democrático* (UCD) ; 1982-1996, majorité et gouvernement socialistes ; 1996-2004, nouvelle majorité de droite et gouvernement du Parti populaire ; période actuelle, amorcée en mars 2004, nouvelle victoire et gouvernement socialistes.

Or, avant d'expliquer sur un plan politique et électoral ces étapes et leurs élections respectives, il convient de rappeler que, dans une analyse détaillée du comportement électoral, la continuité est quantitativement plus importante que les changements. Comme dans d'autres pays, le pourcentage minoritaire d'électeurs qui changent le sens de leur vote peut accorder la victoire à l'un ou l'autre parti et modifier l'allure du gouvernement, même avec une profonde stabilité de l'électorat. Cet article privilégie une explication politique des résultats électoraux à une étude minutieuse du comportement électoral ; c'est pour cette raison qu'il aborde le changement politique en identifiant des périodes. Cependant, la continuité électorale est plus forte que ne l'indiquent ces transitions ou, pour le formuler autrement, les orientations idéologico-partisanes des Espagnols sont plus stables que l'évolution des majorités parlementaires et l'alternance des gouvernements depuis 1977 ne pourraient le laisser penser.

49

À ce sujet, il convient d'apporter deux précisions supplémentaires, l'une concernant le système électoral et l'autre le binôme participation/abstention électorale.

Depuis les élections de 1977, l'Espagne possède un système électoral proportionnel (consolidé ensuite dans la Constitution et la loi organique de 1985), fondé sur des circonscriptions provinciales permettant de choisir 350 députés, selon la méthode d'Hondt. Toutefois, la définition du système comme « proportionnel » pêche dans une bonne mesure. Le nombre réduit de députés que l'on élit dans la majorité des circonscriptions, combiné avec les inégalités géographiques dans l'appui aux partis et leur poids politique inégal, produit d'importants décalages. Les conséquences en sont une forte prime pour le parti vainqueur et à un degré moindre pour le deuxième parti (UCD-PSOE-PP selon les périodes), un lourd châtement pour les petits partis au niveau national

(PCE-Gauche unie-Centre démocratique et social) et une situation équilibrée en termes électoraux – bien qu’avantageuse sur le plan politique – pour les partis nationalistes majoritaires dans leurs régions.

Les conséquences d’un tel système électoral sont nombreuses et ne peuvent toutes être traitées ici<sup>3</sup>. Le système – en nette rupture avec celui de la II<sup>e</sup> République – a été adopté en 1977 dans le but de renforcer les partis politiques embryonnaires par la présentation de listes électorales dans de vastes districts ; il comporte un aspect géographique favorable aux partis conservateurs les plus présents dans les provinces les moins peuplées ; il vise également à faciliter la gouvernabilité à travers cette importante orientation majoritaire. C’est là le point qu’il convient de souligner dans le contexte qui nous intéresse. Le système électoral, en renforçant des mécanismes bipartites et des gouvernements monocolors, donne l’image du changement électoral en gratifiant le premier parti d’un surcroît de parlementaires que les mouvements électoraux n’expliqueraient pas d’eux-mêmes.

La deuxième précision concerne l’abstention. La participation aux élections générales a été très irrégulière, atteignant les 80% en 1977 (élections constitutionnelles), 1982 (après un coup d’État manqué) et 1996 et 2004 (avec une forte concurrence politique entre les deux principaux partis). Au contraire, lors d’autres élections (1979, 1986, 1989), l’abstention a atteint 30%, avec en 2000 un pic de 38% d’électeurs qui ne sont pas allés aux urnes (occasionnant dans ce cas un lourd préjudice pour les partis de gauche). L’abstention semble donc plus significative pour expliquer les changements électoraux en termes de pourcentages de vote que les reports directs de voix d’un parti à l’autre, même s’ils ont aussi existé.

Depuis 1977, l’électorat espagnol observe une importante continuité dans l’appui aux différents blocs idéologiques – mesurés sur l’axe droite, centre, gauche<sup>4</sup> – en même temps qu’il a dû s’adapter aux trans-

3. Le système électoral est l’un des sujets les plus débattus dans la politologie espagnole. On en trouvera un bon résumé chez Juan Montabes (dir.), *El sistema electoral a debate. Veinte años de rendimientos del sistema electoral español (1977-1997)*, Madrid, Parlamento de Andalucía-CIS, 1998. En général, on insiste sur l’aspect majoritaire du système, mais celui-ci possède aussi une composante conservatrice analysée in Jordi Capó Giol, « Sistema electoral y gobernabilidad española », *Revista Española de Ciencia Política*, 1, 1999.

4. Dans cet article, nous ne pouvons pas analyser la continuité et les légères fluctuations des positions idéologiques mesurées par enquête sur l’axe droite-gauche, qui signalent depuis 1977 la prédominance des positions du centre, penchant légèrement à gauche. Dans d’autres publications plus spécialisées, on trouve de nombreuses références, ainsi que des séries historiques sur <www.cis.es>.

formations qui se produisaient dans l'« offre » politique, c'est-à-dire dans les partis qui représentaient ces espaces. En effet, la continuité structurale de fond n'est pas incompatible avec les transformations dans le système de partis qui permettent de nous reporter aux différentes périodes électorales citées.

1977-1979 : LE GOUVERNEMENT D'UCD  
ET LES DIFFICULTÉS DE LA TRANSITION

*Résultats électoraux 1977-1979*

	1977		1979	
abstention	21,1		31,9	
	<i>voix %</i>	<i>sièges</i>	<i>voix %</i>	<i>sièges</i>
UCD	34,4	167	34,8	168
PSOE	29,3	118	30,4	121
PSP	4,4	6	--	--
PCE	9,3	19	10,7	23
AP	8,2	16	6,0	10
PDC/CiU	2,8	11	2,6	8
UDC	0,9	2	--	--
PNV	1,6	8	1,6	7
ERC	0,8	1	0,7	1
EE	0,3	1	0,4	1
UPC	--		0,3	1
Indép.	0,1	1	--	
UN	--		2,1	1
PSA-PA	--		1,8	5
HB	--		0,9	3
PAR	--		0,2	1

51

Les élections du 15 juin 1977 constituèrent le moment culminant d'un processus de transition qui avait commencé à la mort du général Franco, fin 1975. Dans un processus convulsif de transformations institutionnelles et politiques, la convocation électorale a constitué une pièce maîtresse pour la légitimité d'un nouveau système démocratique, qui, sous la monarchie incarnée par Juan Carlos, devait culminer avec la rédaction consensuelle et l'approbation de la Constitution de 1978.

Les résultats électoraux ont contribué dans une bonne mesure à ce

processus. La victoire a correspondu à l'avènement d'une nouvelle formation politique – l'Union du centre démocratique (UCD) – qui, dirigée par le président du gouvernement, Adolfo Suárez, a incorporé le franquisme réformiste et l'opposition modérée. Avec 34,4% des voix et 167 députés, le jeune président s'imposait au secteur franquiste le plus dur, qui, représenté par *Alianza Popular*, dirigée par un ancien ministre, Fraga Iribarne, n'arrivait qu'en quatrième position, avec 8,2% des voix et 16 sièges.

La deuxième position revint au Parti socialiste (PSOE) qui, dirigé par le jeune Felipe González, avait procédé à une profonde restructuration interne depuis le congrès de Suresnes (1974), en assimilant les positions sociales-démocrates européennes<sup>5</sup>. 29,3% de voix, avec 118 députés, le situaient comme seul concurrent possible dans un cadre de futures alternances politiques, d'autant plus que le processus de réunification socialiste n'était pas encore achevé, comme cela arriverait par la suite, et que le Parti socialiste populaire obtenait 4,4% des voix. L'espace autodéfini comme « socialiste » était, donc, très semblable à l'espace centriste.

Le Parti communiste (PCE) a obtenu 9,3% et 19 députés. Santiago Carrillo, éminent dirigeant eurocommuniste, n'est pas parvenu à capitaliser sur le plan électoral l'hégémonie que les communistes avaient dans les mouvements d'opposition au franquisme<sup>6</sup>. Avec eux apparaissaient la représentation des nationalistes catalans (*Pacte Democràtic per Catalunya*, 2,8% et 11 députés ; Gauche républicaine, 0,8%, 1 député), basque (PNV, 1,6%, avec 8 sièges) et quelques formations de moindre importance.

En résumé, les électeurs avaient penché pour les partis qui représentaient la modération au sein de la droite et de la gauche (UCD et PSOE), limitant la présence d'autres partis plus liés à des options idéologiques fortes, telles que la « franquiste » AP ou le « communiste » PCE. Les guillemets sont ici intentionnels, de nombreuses nuances devraient être apportées à ces étiquettes. Cependant, il était clair que les résultats reflétaient la victoire de ce qui était nouveau, jeune, moins défini, plus modéré, sur ce qui pouvait être relié avec une plus grande clarté au passé.

En d'autres termes, le système, même s'il était multipartite et faisait apparaître la présence de partis nationalistes forts sur leurs territoires, était dominé par deux partis (UCD et PSOE) qui représentaient la grande

5. Mónica Méndez, *La estrategia organizativa del Partido Socialista Obrero Español (1975-1996)*, Madrid, CIS-Siglo XXI, 2000.

6. Guy Hermet, *Les Communistes en Espagne. Étude d'un mouvement politique clandestin*, Paris, Armand Colin, 1971.

masse modérée de l'électorat; il présentait de ce fait des caractéristiques proches de celles des formats bipartites. Le comportement électoral signalait et renforçait les possibilités de stabilisation de la démocratie.

L'élaboration consensuelle de la Constitution, les efforts de modération de tous les leaders politiques, ne modifièrent pas ces paramètres électoraux. Les élections de 1979 présentèrent de légères variations en pourcentages, mais, dans l'ensemble, les données étaient très similaires (raison pour laquelle nous nous abstenons de les commenter) et l'UCD s'imposa à nouveau avec 34,8% des votes et 168 députés.

Toutefois, la situation politique avait changé. Le processus constitutionnel achevé, l'UCD affronta le problème de sa transformation en un parti politique fusionnant ses différentes sensibilités internes<sup>7</sup>. Cette évolution requérait un repositionnement idéologique plus défini où le centrisme de Suárez se heurtait à des positions de droite proches d'*Alianza Popular*. Le parti finit par éclater en différents groupes, les uns se dirigeant directement vers le groupe de Fraga, d'autres formant le *Partido Democrático Popular*, qui s'allierait également à l'*Alianza Popular*; d'autres encore se rapprochant du PSOE, tandis que le secteur le plus centriste se divisait entre UCD et un nouveau parti formé par Suárez, le CDS (*Centro Democrático y Social*).

53

Ce processus, joint à la virulence du terrorisme de l'ETA (très supérieure à celle de la période franquiste) et aux difficultés de la décentralisation au moment de commencer à concrétiser les autonomies définies dans la Constitution, est le contexte d'une démission inattendue de Suárez comme président du gouvernement et du coup d'État manqué du 23 février 1981 au moment où le Congrès procédait à l'investiture de Calvo Sotelo. La démocratie fut consolidée par l'échec de la tentative militaire mais l'un de ses artisans, Suárez, et l'UCD ne purent résister à ces convulsions.

## 1982-1996 : L'HÉGÉMONIE SOCIALISTE ET SON DÉCLIN

Les élections d'octobre 1982 résolurent la crise politique par une transformation radicale du système des partis. Avec une UCD ravagée par ses conflits internes, Felipe González et le Parti socialiste obtinrent 48% des voix et 202 députés (la plus importante majorité jamais obtenue en Espagne). Ils furent suivis de très loin par la coalition AP-PDP avec

7. Carlos Huneeus, *La Unión de Centro Democrático y la transición a la democracia española*, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1985.

26% et 107 députés, dépassant les partis de centre droit, représentés par l'UCD et le CDS qui n'obtenaient respectivement que 6,7% et 2,8%. Le PCE plongeait également avec seulement 4%. Les résultats des partis nationalistes, enfin, augmentèrent légèrement.

*Résultats électoraux 1982-1993*

	1982		1986		1989		1993	
abstention	20,0		29,5		30,2		23,5	
	% voix	sièges	% voix	sièges	% voix	sièges	% voix	sièges
UCD	6,7	11		–				
CDS	2,8	2	9,2	19	7,89	14	1,7	–
PSOE	48,1	202	44,0	184	39,60	175	38,7	159
PCE/IU	4,0	4	4,6	7	9,07	17	9,5	18
AP/PDP	26,3	107	25,9	105	25,79	107	34,7	141
CiU	3,6	12	5,0	18	5,04	18	4,9	17
PNV	1,8	8	1,5	6	1,24	5	1,2	5
EA					0,67	2	0,5	1
ERC	0,6	1					0,8	1
EE	0,4	1	0,5	2	0,51	2		
CC				1	0,32	1	0,8	4
UPC			0,3					
PA					1,04	2		
HB	1,0	2	1,1	5	1,06	4	0,8	2
PAR			0,3	1	0,35	1	0,6	1
BNG			0,4	1				
UV			0,3	1	0,71	2	0,48	1

L'hégémonie du Parti socialiste était donc évidente et, les années suivantes, sous la direction d'un leader pragmatique, ce parti a pu s'atteler à la tâche de consolidation démocratique et de modernisation de l'Espagne, combinant politiques économiques orthodoxes et réformes sociales. Cependant, le renversement dans le système des partis caractérisé par l'arrivée de la gauche au gouvernement et la substitution de la centriste UCD par une *Alianza Popular* aux contenus plus à droite masque une stabilité plus grande de l'électorat que les voix obtenues par les partis ne semblent l'indiquer. Cette stabilité constitue la toile de fond qui allait pousser avec le temps à la modération des approches



de la formation populaire et, finalement, à une nouvelle alternance politique.

En effet, en 1982, les électeurs ont cessé d'appuyer l'UCD, en se tournant les uns vers le PSOE et les autres vers l'AP dans ce qui était un mouvement électoral d'une ampleur indubitable ; mais il faut tenir compte du fait que cela était dû essentiellement à la disparition ou à la destruction interne du parti centriste. Les électeurs, cependant, n'ont pas radicalisé leurs attitudes et tous les sondages ont montré de façon unanime qu'il existait toujours un espace électoral modéré que Felipe González avait en grande partie réussi à capter. Ce centre électoral consolidait la modération du PSOE tout en devenant l'objet de désir de l'*Alianza Popular* parce que sans son appui elle ne pouvait parvenir au gouvernement<sup>8</sup>.

L'histoire électorale de cette période est celle de la marche de la droite vers ce centre politique, après être passée par de nouvelles défaites électorales en 1986 et 1989. Lors de ces élections, la légère baisse socialiste ne fut pas mise à profit par la droite, qui ne parvint jamais à dépasser les 26%. Les données poussèrent vers la transformation de la droite. L'*Alianza Popular* devenait le *Partido Popular* (PP), en incorporant le PDP, les restes de l'UCD, les électeurs de la CDS vaincue. Fraga, vestige du franquisme, fut remplacé par les jeunes Hernández Mancha (1987) et Aznar (1989). Le parti s'engageait à respecter tous les termes de la Constitution (particulièrement en ce qui concernait le système conflictuel des autonomies) et même à maintenir certaines mesures législatives du PSOE, comme la dépénalisation de l'avortement.

Les élections de 1993 représentèrent le sommet de ce processus. Le PSOE restait le premier parti, mais, avec seulement 39% des voix et 159 députés, il avait perdu la majorité absolue, ce qui introduisit une dynamique complètement nouvelle dans la compétition politique. Le Parti populaire, avec presque 35% et 141 sièges, s'approchait désormais d'un changement de majorité. D'autre part, *Izquierda Unida* (IU), une nouvelle formation politique promue par le PCE<sup>9</sup>, consolida les 9% de voix qu'elle avait obtenues lors des élections précédentes. Et

55

8. Juan J. Linz et José R. Montero (éd.), *Crisis y cambio: electores y partidos en la España de los años ochenta*, Centro de Estudios Constitucionales, 1986. À propos des problèmes d'AP avec le centre politique, voir José R. Montero, « Los fracasos políticos y electorales de la derecha española: Alianza Popular, 1976-1987 », in José F. Tezanos, Ramón Cotarelo et Andrés de Blas (dir.), *La transición democrática española*, Madrid, Sistema, 1989.

9. Luis Ramiro, *Cambio y adaptación en la izquierda. La evolución del Partido Comunista de España y de Izquierda Unida (1986-2000)*, Madrid, CIS-Siglo XXI.

les nationalistes catalans (CiU) et basques (PNV) conservaient un poids politique important dans la politique nationale (outre leur contrôle des gouvernements autonomes respectifs) avec leurs 17 et 5 députés, qui servirent d'appui parlementaire au gouvernement socialiste.

Cette dernière législature socialiste s'avéra particulièrement conflictuelle. Dans un contexte de légère crise économique, de graves scandales de corruption et de guerre sale contre l'ETA impliquant des cadres du gouvernement socialiste constituèrent le centre de la vie judiciaire et médiatique et firent naître une dure opposition de la part du *Partido Popular*. En même temps, l'appui que l'exécutif socialiste recevait des nationalistes catalans et basques prêtait le flanc à la crispation, étant donné que le PP pouvait le présenter comme une subordination des intérêts « espagnols » à des intérêts de caractère territorial. Felipe González dut finalement procéder à des élections anticipées.

56

1996-2004 : LES DEUX GOUVERNEMENTS POPULAIRES

*Résultats électoraux 1996-2004*

	1996		2000		2004	
abstention	22,6		31,2		24,3	
	% voix	sièges	% voix	sièges	% voix	sièges
PSOE	37,6	141	34,1	125	42,5	164
IU	10,5	21	5,9	9	4,9	5
AP/PP	38,7	156	44,5	183	37,7	148
CiU	4,6	16	4,1	15	3,2	10
PNV	1,2	5	1,5	7	1,6	7
EA	0,4	1	0,4	1	0,3	1
Na-Bai					0,2	1
ERC	0,6	1	0,8	1	2,5	8
CC	0,8	4	1,0	4	0,9	3
PA			0,8	1		
HB	0,7	2				
Ch. A			0,3	1	0,3	1
BNG	0,8	2	1,3	3	0,8	2
UV	0,3	1				

Les élections de 1996 se soldent par la deuxième alternance de la démocratie espagnole. Le PP arrive en première position avec 38,7% des voix et 156 députés, tandis que le PSOE est relégué en deuxième position avec 37,6% et 141 députés. Entre les deux partis, moins de 300 000 voix de différence, soit moins de 1% des électeurs.

Paradoxalement, Aznar, qui avait transformé l'appui des nationalistes catalans et basques aux socialistes en un facteur clé pour sa stratégie d'opposition, dut s'appuyer à nouveau sur le CIU (16 députés) et le PNV (5) pour stabiliser sa majorité limitée<sup>10</sup>. Cependant, la législature, caractérisée par l'apaisement après les tensions précédentes, se déroula sans soubresauts graves. La situation du Parti socialiste, dans l'opposition après quatorze ans de gouvernement, fut plus compliquée et symbolisée par la confusion dans le remplacement de son secrétaire général Felipe González successivement par Almunia, puis Borrell (après des primaires) et à nouveau Almunia après le désistement de Borrell.

57

Les élections de 2000 reflétèrent cette situation de gestion gouvernementale habile et de désorientation socialiste. Avec un taux d'absentéisme très élevé dans les rangs de la gauche, le PP obtint la majorité absolue avec 44,5% des voix et 183 députés en dépassant de plus de deux millions de voix le PSOE, avec 34% et 125 députés<sup>11</sup>. Aznar ne dépendrait plus des minorités nationalistes.

Dans cette situation, la modération fut remplacée par un gouvernement plus idéologique. Sur le terrain d'une lutte sévère contre l'ETA (loi sur les partis politiques, interdiction de Batasuna, etc.), Aznar offrait une lecture centraliste de la Constitution espagnole, avec de fortes attaques contre les nationalismes modérés et les autonomies considérées comme désagrégatrices. Sur le plan économique, la référence claire était le néolibéralisme de forme thatchérienne et, sur cette orbite, Aznar appuya fortement l'invasion de l'Irak malgré l'opposition écrasante de l'opinion publique. Un incident ponctuel comme la catastrophe écologique du *Prestige* – qui provoqua une marée noire sur les côtes galiciennes – contribua aussi à l'érosion du gouvernement.

---

10. Jordi Capó, « El bucle de la gobernabilidad : opinión pública y pactos en las elecciones de 1996 », in Jordi Matas (dir.), *Coaliciones políticas y gobernabilidad*, Barcelone, Institut de Ciències Polítiques i Socials, 2000.

11. Sur les élections de 2000, voir la monographie de la *Revista Española de Ciencia Política*, 6, 2002.

## 2004 : LES ÉLECTIONS ANOMALES

Personne ne peut savoir ce qui se serait passé lors des élections du 14 mars 2004 sans l'attentat terroriste qui, trois jours plus tôt, avait fait près de deux cents morts à Madrid. Le PP et le PSOE se présentèrent aux élections avec de nouveaux leaders. Aznar, s'étant désisté volontairement, avait désigné Rajoy comme son successeur. Rodríguez Zapatero prit la relève de la génération socialiste de Felipe González. L'extrapolation des sondages pré-électorales est délicate et ne peut être faite dans le cadre de cet article ; mais il semble évident que la veille de l'attentat, l'écart entre les deux partis était très réduit<sup>12</sup>. La guerre en Irak, le *Prestige*, l'hispanisation du discours devenaient des enjeux, bien que ceux-ci n'auraient pas dû nécessairement impliquer la perte du gouvernement.

Cependant, l'attentat a agi comme un accélérateur de ce processus de délégitimation du gouvernement populaire. À l'absence de prévision d'un possible terrorisme islamiste, s'ajouta une gestion de la crise qui tenta à chaque instant de faire retomber la responsabilité sur l'ETA, malgré les nombreux indices – très vite des preuves – infirmant cette thèse. L'opinion publique a réagi avec colère... y compris dans la rue.

Dans les urnes, le PSOE obtint à nouveau la première place avec 42,5% des voix et 164 députés, tandis que le PP n'obtenait que 37,7% et 148 représentants<sup>13</sup>. Le Parti socialiste gouverne à nouveau sans majorité absolue et avec l'appui irrégulier de nationalistes et de *Izquierda Unida*.

Il est trop tôt pour faire un bilan des années Zapatero, bilan que devront faire les électeurs au printemps 2008. Il faut refermer cette parenthèse en signalant uniquement qu'en raison des conditions anormales, tristes et tendues des élections de 2004, le PP tend à la délégitimation des résultats en les considérant comme le produit d'un « vol », d'un sombre complot etarra-socialiste, dont devaient dériver des compromis inacceptables, tels qu'une réforme des statuts d'autonomie à caractère démembrant, l'annexion de la Navarre par le pays Basque, etc., le tout renforcé par une trêve de l'ETA, aujourd'hui rompue. Aucune

12. Ignacio Lago et José R. Montero, « The 2004 Election in Spain: Terrorism, Accountability and Voting », Barcelone, *Working Papers del ICPS*, 253, 2006.

13. Pablo Oñate et Francisco A. Ocaña, « Las elecciones generales de marzo de 2004 y los sistemas de partidos en España: ¿ tanto cambio electoral ? », *Revista Española de Ciencia Política*, 3, 2005.

de ces prophéties catastrophistes ne s'est accomplie mais, étant donné l'âpreté du débat, les prochaines élections seront très compliquées pour les deux principaux partis.

QUELQUES TENDANCES FONDAMENTALES  
DU COMPORTEMENT ÉLECTORAL

*Quelques données électorales*

	1977	1979	1982	1986	1989	1993	1996	2000	2004
Majorité absolue	non	non	oui	oui	non	non	non	oui	non
Différence 1 <sup>er</sup> /2 <sup>e</sup> parti	5,12	4,44	21,75	18,09	13,81	4,02	1,16	10,36	4,88
% voix des deux partis principaux	63,76	65,24	74,47	70,03	65,39	73,54	76,42	78,68	80,30
% voix des partis nationaux	81,30	85,95	89,36	85,98	84,86	85,93	87,39	85,26	85,26
% voix des partis nationalistes ou régionalistes	18,70	14,05	10,64	14,02	15,14	14,07	12,61	14,74	14,74
sièges des deux partis principaux	284	289	309	289	282	300	297	308	312
sièges des partis nationaux	319	322	326	315	313	318	318	316	317
sièges des partis nationalistes ou régionalistes	31	28	24	35	37	32	32	34	33

59

La description des périodes électorales qui vient d'être faite s'est centrée particulièrement sur les changements de majorité parlementaire et de gouvernement. En renforçant ce point de vue qui découpe la récente histoire électorale en étapes très marquées, on peut perdre de

vue certaines lignes de fond qui indiquent un autre type de continuité et de ruptures. Une analyse de ces tendances est donc nécessaire pour compléter le tableau interprétatif.

Le premier point à souligner est le processus progressif de bipolarisation de la vie politique. Comme indiqué lors des élections de 1977, apparaissent deux grands partis – UCD et PSOE – qu’accompagnent, en pourcentages beaucoup plus réduits, une formation de droite, AP, et une autre de gauche, le PCE, et certains partis nationalistes. Le système multipartite accusait un déséquilibre vers le bipartisme sur le plan gouvernemental et présentait la particularité de la segmentation nationaliste.

60 Avec les années, la tendance bipartite s’est considérablement renforcée. Si lors de la première élection les deux grands partis rassemblaient 63,7% de l’électorat, à partir des années 1980, les chiffres dépassent largement 70% et lors des deux dernières élections ils sont parvenus respectivement à 78 et à 80%.

Ainsi donc, hormis les partis nationalistes que nous mentionnerons par la suite, la représentation politique s’est progressivement répartie entre membres du Parti populaire et membres du Parti socialiste. Les premiers ont bénéficié des erreurs stratégiques des partis centristes (UCD, CDS), de même que des difficultés que le système électoral engendre pour les formations mineures à distribution territoriale non concentrée. Les socialistes ont vu leur flanc gauche représenté par le PCE souffrir de l’affaiblissement général des communistes européens.

Cette bipolarisation a ses phases. Dans la période de transition et de consolidation de la démocratie, avec un pourcentage de voix inférieur, l’*Unión de Centro Democrático* maintenait un écart de 5,4 points avec le PSOE. C’était une différence qui permettait d’envisager une possibilité d’alternance politique ; cependant, on a déjà vu comment, dans des circonstances de crise politique, le PSOE est arrivé au pouvoir en 1982 avec une très vaste majorité absolue de 202 députés. Entre 1982 et 1989, l’écart entre le PSOE et le *Partido Popular* fut de 21,18 et 14 %. Le système, plus que bipartite, semblait être celui d’un parti dominant. On peut peut-être considérer qu’il s’agissait d’une parenthèse dans l’histoire électorale, qui correspondait à la disparition et à la reconstitution d’un parti espagnol de droite.

L’*Alianza Popular* reconvertie en *Partido Popular*, les chiffres se resserrent. En 1993, nouvelle victoire socialiste, le PSOE dépasse le PP de quatre points. En 1996, le PP le dépassait d’un seul point. En 2000, le PP augmentait son avantage de dix points dans un contexte de grave crise socialiste mais, quatre ans plus tard, l’avantage socialiste était

d'un peu moins de 5% (suite à l'attentat d'Atocha). Depuis 1993, par conséquent, la concurrence électorale se caractérise par la relative égalité entre les deux principaux adversaires, ressemblant ainsi aux premières années de la transition politique. Et, théoriquement, l'égalité politique peut entraîner une compétition pour le centre électoral, la modération et l'alternance au gouvernement.

Toutefois, le bipartisme espagnol devrait être défini comme incomplet. Non seulement parce qu'il subsiste une troisième force de gouvernement, *Izquierda Unida*, qui oscille entre 5 et 10% des voix, mais aussi en raison de la stabilité des partis nationalistes ou régionalistes qui, depuis 1979, se maintiennent autour des 14% des voix (au niveau national, et donc avec de forts résultats dans leurs circonscriptions respectives). Nationalistes ou régionalistes; modérés ou indépendantistes; catalans, basques, galiciens, canariens, andalous... à eux tous, ils maintiennent de façon continue une représentation qui oscille légèrement au-dessus de 30 députés. Parmi ceux-ci, environ la moitié correspond au nationalisme catalan qui, particulièrement dans le cas de *Convergència i Unió*, de par sa position centriste sur l'axe droite-gauche, devient l'allié stratégique essentiel pour les gouvernements socialistes et populaires quand ils gouvernent en minorité. Occasionnellement, le PNV et d'autres partis d'autonomie complètent aussi cette fonction de pivot.

61

Ainsi, le système politique espagnol est revenu à l'une de ses caractéristiques électorales des premières années. Malgré le bipartisme de plus en plus prononcé, les extraordinaires majorités absolues avec lesquelles gouverna initialement Felipe González ayant disparu, la réduction de l'écart électoral entre le PP et le PSOE a fait que le parti victorieux ne dispose que d'une majorité relative et a entraîné la formation de gouvernements monocolores minoritaires<sup>14</sup>. Depuis 1989, dans toutes les élections, excepté celles de 2000, le parti victorieux, c'est-à-dire le PSOE ou le PP, ne parvient pas à la majorité électorale qui permet de gouverner sans alliés.

D'où l'importance politique du fait que le bipartisme espagnol soit incomplet. Dans un système où il existe tout juste un espace à droite du PP et à gauche du PSOE et duquel ont disparu les partis centristes nationaux, les alliés possibles sont essentiellement les nationalistes catalans et basques. Cette situation peut être évaluée de façon différente.

14. Joseph M. Reniu analyse les raisons de cette préférence pour la formule minoritaire, in *La formación de gobiernos minoritarios en España, 1977-1996*, Madrid, CIS-Siglo XXI, 2002.

Pour certains, c'est la garantie d'une vision non centraliste de l'Espagne; pour d'autres, l'occasion d'un traitement privilégié de certaines autonomies; et pour d'autres encore, l'instrument modérateur des tendances de droite ou de gauche du PP et du PSOE.

Il est impossible d'expliquer ici toutes les nuances de ce débat, mais il s'avère toujours paradoxal (ce qui ne signifie pas nécessairement critiquable) que le gouvernement espagnol dépende des partis nationalistes. Pour le Parti socialiste, formellement fédéraliste, c'est un problème « supportable »<sup>15</sup>; pour le *Parti Popular*, aujourd'hui sur une ligne ouvertement néo-hispaniste, c'est une authentique contradiction avec ses postulats idéologiques; même si l'on doit tenir compte du fait que, sur ce point, les opinions sont transversales entre les élites et les électeurs des deux partis.

62

Cependant, les données sont tenaces. Depuis la II<sup>e</sup> République, l'électorat diversifie son appui entre la droite, la gauche et les nationalismes périphériques. La particularité électorale espagnole est cette continuité de la présence de partis nationalistes et régionalistes, qui stimulent une polémique jamais refermée sur la structure territoriale de l'État.

TRADUIT DE L'ESPAGNOL PAR MARIANNE MILLON

---

15. Selon le mot d'Ortega y Gasset, « convellable », qui implique l'acceptation résignée d'un phénomène que l'on ne peut modifier.

---

R É S U M É

*Cet article a pour objet d'analyser l'évolution électorale espagnole, en définissant diverses périodes à partir des changements de majorité parlementaire et de gouvernement. Il rend également compte des grandes lignes de continuité : attitude modérée, compétition pour le centre politique et renforcement progressif du bipartisme. Il montre comment ce bipartisme peut être défini comme incomplet en raison de l'absence de majorité absolue et de la force des partis nationalistes et régionalistes, qui entraînent des tensions spécifiques au système espagnol.*